

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS)
[DJIBOUTI]**

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

**MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE
L'INNOVATION
(MENI)**

CENTRE DE LEADERSHIP ET DE L'ENTREPRENEURIAT (CLE)

PROJET D'APPUI À L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES ET DES JEUNES (PAEFJ)

Recrutement d'un Cabinet pour la formulation d'une « Start-Up Act »

No. Du crédit : CRÉDIT N° 6259-DJ

No. Avis à manifestation d'intérêt : N°0002/CLE/2022

émis le : mardi 25 octobre 2022

Le Gouvernement de la République de Djibouti a reçu un prêt de l'Association Internationale de Développement (AID) afin de financer le Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes à Djibouti (P165558). Le Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat, en sa qualité de responsable de la mise en œuvre du projet, se propose d'affecter une part de l'enveloppe allouée à la composante 2 - Phase de dynamisation et de stimulation - aux paiements relatifs au marché pour le Recrutement d'un Cabinet pour la formulation d'une « Start-Up Act ».

Les Technologies numériques ont offert de nouvelles solutions permettant à tous de communiquer, d'accéder aux sources d'information, de stocker et de réaliser des transactions électroniques de façon simple et fiable.

Pour tirer le meilleur profit de ces technologies, le Président de la République SEM ISMAÏL OMAR GUELLEH a créé, lors de la formation du gouvernement le 21 mai 2021, un ministère délégué chargé de l'économie numérique et de l'innovation dont le principal objectif est d'assurer une transition numérique de l'administration et de l'économie de manière rapide et sûre et de développer un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et notamment les startups.

L'un des principaux objectifs du ministère (MENI) est d'accompagner le développement de l'écosystème du numérique et de l'innovation qui a commencé à se structurer depuis 2019 avec la création du CLE. Ce dernier conduit des programmes d'incubation et d'accélération d'entrepreneurs avec l'appui de l'État de partenaires au développement et du secteur privé.

Afin de consolider cette dynamique et de lever les verrous pour la croissance des startups, la mise en place d'un cadre juridique adéquat est nécessaire (Startup Act).

Ainsi, le ministère adopte une approche participative pour collaborer avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème engagés pour l'élaboration et l'adoption d'une loi sur les startups intitulée « Startup Act ».

Le Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat invite les prestataires (une firme ou un groupement de firmes) à manifester leur intérêt à fournir des éléments concrets et des références détaillées permettant d'étayer les affirmations concernant leurs expériences, leurs capacités, les missions similaires exécutées. (Voir détails aux Termes de Références (Tdrs) sur le site web du CLE suivant : www.cledjibouti.com)

Il est porté à l'attention des Prestataires que l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « **Règlement et Procédures de Passation des Marchés pour les Emprunteurs** » de la Banque Mondiale pour l'utilisation des Consultants, « **juillet 2016** » qui sont disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org>.

Les Prestataires seront sélectionnés selon la méthode de « Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) » telle que décrite dans les Directives de Consultants (cité ci- dessus), et peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire.

Conditions d'éligibilités :

La candidature ainsi que toute la correspondance y afférente devront être rédigées en langue française. Les enveloppes scellées contenant les candidatures doivent porter expressément la mention « **Candidature pour le recrutement d'un cabinet juridique pour la mise en place d'une startup act** ».

Les Prestataires remplissant les conditions prévues dans les termes de références, et intéressés sont invités à faire parvenir leurs candidatures à l'adresse ci-dessous, en personne, par courrier postal ou courriel, au plus tard **le 27 novembre 2022 à 17h00 (Heure de Djibouti).**

Toute demande de renseignement peut être demandée par mail à :

M. Hile Mohamed Elmi procurement@cledjibouti.com

***NB :** Les enveloppes envoyées par courrier postal devront être scellées (avec la signature et le tampon de l'expéditeur apposé en travers du scellement) et ce dans l'optique de les soumettre à la commission nationale des marchés publics (CNMP).

CENTRE DE LEADERSHIP ET DE L'ENTREPRENEURIAT (CLE)

B.P: 716 - Djibouti (République de Djibouti)

Courriel : procurement@cledjibouti.com ;